



Editorial

Economie circulaire

€600 milliard d'épargne nette, deux million d'emplois et 1% de croissance du PIB selon les chiffres de la Commission, et pourtant le paquet législatif sur l'économie circulaire est jeté par-dessus bord. Pour les fermiers et les gestionnaires terriens ceci est difficile à comprendre : nous savons que la réduction des déchets est essentielle.

Pour nous, la réduction des déchets devrait suivre deux voies; la première est la réduction des déchets dans la chaîne alimentaire : que l'Europe fasse toujours mauvais usage de 100 millions de tonnes de nourriture par an est non seulement un gaspillage horribles mais également le reflet de la valeur que notre société accorde aux produits de la ferme et de la forêt.

La seconde voie est une réduction des intrants gaspillés. Il s'agit non seulement d'un fardeau financier au départ, car les intrants tels que les engrais, l'eau et la protection des cultures doivent être financés, mais du fait que ceux qui ne sont pas utilisés de manière adéquate peuvent rajouter une pression sur notre environnement et par conséquent sur le budget du propriétaire terrien.

Progresser vers une croissance du recyclage et vers une réduction d'un montant de déchets souvent effarant dans notre chaîne alimentaire devrait être bienvenu d'autant que ce concept a vu le jour grâce à la contribution de toutes les parties prenantes, de l'industrie aux fermiers en passant par les ONGs. C'est pourquoi nous espérons la naissance d'une nouvelle proposition.

ELO va mettre en avant l'importance de l'économie circulaire lors de son 8ème « Forum for the Future of Agriculture ». Grâce à la participation d'orateurs tels que les Commissaires HOGAN et VELLA, et du Secrétaire général de la FAO José Graziano da SILVA, le Forum promet une fois de plus d'être le point culminant du calendrier agro-environnemental de Bruxelles.

Thierry de l'ESCAILLE
Secrétaire général



J. POTOČNIK

Un nouveau Président pour un Forum réussi



TABLES DES MATIÈRES

• Un nouveau Président pour un Forum réussi	1
• L'innovation prend le devant de la scène	4
• Le renouvellement de l'Intergroupe « Biodiversité, campagne, chasse »	6
• 15 ^{ème} réunion du Forum de coordination du CIC pour l'Europe centrale et l'Europe de l'est à Arad	6
• L'attribution des prix pour la communication de la PAC	8
• Prix InBev- Baillet Latour pour l'Environnement - Wallonie 2014	8
• L'Arbre européen de l'année : un concours en croissance	9
• Nouveaux instruments financiers pour des projets pour l'environnement, l'efficacité énergétique et l'action pour le climat	10
• L'assemblée du Réseau européen de développement rural (ang. ERN)	10
• La sécurité alimentaire – fin d'une ère dorée	11
• La participation au prix FAMIGRO est ouverte.	12
• Nouvelle rencontre de l'Alliance 3.3	14
• Agenda	15



FFA 2014

© D. PLUS

Depuis le 1^{er} « Forum for the Future of Agriculture » (FFA; en fr. Forum pour le futur de l'agriculture), son Président était l'ancien Commissaire en charge de l'agriculture et du développement rural Franz FISCHLER. L'ayant créé et développé pendant plusieurs années, il a décidé de prendre du recul et de passer le relais à Janez POTOČNIK. Dans cette interview l'ancien Commissaire en charge de l'environnement exprime ses opinions sur le FFA ainsi que sur l'avenir de la sécurité alimentaire et environnementale.

Equipe FFA: La 8^{ème} édition du FFA sera présidée par vous M POTOČNIK.

Janez POTOČNIK: Oui, je prévois de participer au succès continu du FFA comme l'a fait si formidablement Franz FISCHLER au cours des sept dernières années. Etant moi-même fils d'agriculteur ma principale motivation en acceptant cette invitation est de soutenir les agriculteurs dans la préparation aux changements qui sont inévitables. Ces transformations sont surtout liées à 2 éléments : la durabilité dans la gestion de nos ressources et l'éradication de la pauvreté; dans ces deux cas le rôle tenu par les agriculteurs est essentiel dans la solution à apporter à ces problèmes. En tant qu'ancien Commissaire en charge de l'environnement j'ai participé aux éditions précédentes du FFA, et je crois que c'est une formule qui mérite d'investir du temps est des idées. Nous devons penser à une nouvelle voie pour les agriculteurs, celle qui convient à l'environnement, à leurs affaires et à leurs familles. Le FFA a toujours réuni un large éventail de groupes d'intérêts, car pour réussir à surmonter les défis du futur nous devons travailler ensemble, et dans cet objectif nous devons adopter une approche holistique et penser de façon interdisciplinaire.

Equipe FFA : Selon vous et dans le contexte actuel du développement mondial économique, environnemental et social, quel est le rôle que va tenir l'agriculture européenne ?

JP: L'agriculture a un rôle essentiel pour soutenir, d'un côté, notre sécurité alimentaire, et de l'autre s'assurer que la production est durable. Les agriculteurs devraient protéger nos sources d'eau, et non les polluer; ils devraient protéger nos sols et assurer la préservation de notre biodiversité plutôt que de la détruire. Si les agriculteurs ne travaillent pas en assurant la protection des services publics environnementaux essentiels, nous entraverons gravement notre capacité à produire dans le futur. Garantir une production durable est clairement dans l'intérêt des agriculteurs eux-mêmes. Ils doivent penser sur le long terme et protéger les intérêts des générations futures. Si nous voulons appuyer une agriculture qui a un rôle clé pour soutenir notre sécurité alimentaire, nous devons préparer les agriculteurs à l'avenir. Ils devraient être reconnus pour les services publics qu'ils fournissent par un soutien public, mais les budgets sont serrés, et de nouvelles voies de soutien pour l'approvisionnement en biens publics doivent être trouvées.

Equipe FFA: Pensez-vous que les Objectifs de développement durable de l'ONU (ang. Sustainable Development Goals - SDGs) nous aiderons à faire face aux futurs défis tels la sécurité alimentaire pour tous ?

JP: Ceci est en effet un processus très important, qui finira espérons-le par nous mener à un nouvel accord mondial engageant le monde dans l'inévitable transformation vers un avenir durable (économiquement, socialement et environnementalement). Le cadre des SDGs, qui doit être décidé par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2015, rempla-

cera les objectifs du Millénaire pour le développement. Comme l'a déclaré l'ONU il vise à « préparer un agenda mondial ambitieux afin d'éradiquer la pauvreté et la faim et de préserver le développement économique dans le monde, à sa réalisation dans le cadre des objectifs durables mondiaux établis pour le climat, les océans, la biodiversité et l'eau douce, décrit comme la première esquisse d'un nouveau modèle pour le développement mondial dans un espace de fonctionnement sécurisé sur la Terre ». Ce sont donc des objectifs très importants pour l'avenir de la sécurité alimentaire- en particulier leur mise en œuvre d'une façon durable. L'UE a mis en place des instruments permettant la réalisation de ces objectifs auxquels la nouvelle Commission a exprimé son soutien. Mais nous devons faire plus. Nous sommes très actifs ici- en particulier sur le sujet de la pauvreté. Nous devons continuer nos efforts, mais les SDGs ne concernent pas seulement le monde en voie de développement. Ils concernent également la partie développée du monde et les économies émergentes à croissance rapide. Nous devons tous montrer que nous comprenons le sérieux des défis auxquels nous faisons tous face, et aligner nos politiques et nos investissements nationaux. Cette transformation ne peut bien sûr pas être effectuée sans une forte implication du secteur privé.

Equipe FFA: Les accords potentiels de libre-échange se profilent à l'horizon, comment vont-ils influencer le développement du commerce agricole mondial (les normes, la qualité et l'harmonisation) ?

JP: Le commerce a apporté beaucoup de bien mais de nombreuses questions persistent. Pour l'agriculture nous devons également penser « local » afin de réduire notre empreinte environnementale. En tant que nouveau président du FFA je proposerai de discuter de quelques aspects internationaux additionnels pour les éditions à venir.

Equipe FFA: En novembre dernier vous êtes devenu le nouveau co-président du Panel international des ressources (PIR), mis en place en 2007 par le Programme des Nations unies pour l'environnement.

JP: Oui, et en tant que Panel nous fournissons des évaluations indépendantes, fiables et dûment fondées qui concernent la pertinence des politiques sur l'usage durable des ressources naturelles et, en particulier, de leurs incidences environnementales tout au long du cycle de la vie. Nous contribuons également à une meilleure compréhension du défi que constitue le développement de la croissance économique sans la dégradation de l'environnement.



La vidéo complète de la discussion entre J.POTOČNIK et F.FISCHLER est accessible sur le site du FFA

Un environnement sain, y compris des sols fertiles, un bon état des eaux et de l'air est la base même d'une production de nourriture durable sur le long-terme. Le fait que l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré 2015 l'Année internationale des Sols prouve qu'il y a bien une prise de conscience globale sur son importance.

J'espère que nous allons pouvoir mettre à profit cette année afin d'augmenter la sensibilisation et la prise de conscience non seulement des agriculteurs mais de l'ensemble de la société sur l'importance des sols.

Equipe FFA : Le 5^{ème} Rapport de synthèse du GIEC souligne que le changement climatique est une menace pour la sécurité, l'alimentation et le genre humain, en constatant entre autres que les zones rurales peuvent s'attendre, parmi d'autres conséquences, à des impacts sur la disponibilité et la quantité d'eau, ou à une atteinte à la sécurité alimentaire et à l'infrastructure, ainsi qu'à un changement dans les zones de production.

JP: En effet, nous devons être plus cohérents pour nous adapter au changement climatique et en atténuer les effets. De plus l'UE doit assumer son rôle de leader durant la COP21 qui se tiendra en décembre prochain à Paris, ceci conjointement avec d'autres acteurs mondiaux comme les Etats-Unis ou la Chine. Les attentes du public sont grandes et ce à juste titre; les réponses sont attendues et Copenhague ne devrait plus se répéter.

Pour conclure et en tant que prochain président, je m'en voudrais si je n'étendais pas une chaleureuse invitation aux lecteurs du CountrySide à se joindre à nous pour le 8^{ème} FFA qui se tiendra le 31 mars prochain au Square.

Equipe FFA: M POTOČNIK, nous vous remercions pour votre temps et cette interview.

Pour vous enregistrer
veuillez aller sur le site :
www.forumforagriculture.com



© Martine W. Crois

L'innovation prend le devant de la scène

Les nouvelles pratiques et technologies destinées à la chaîne agro-alimentaire ont pris le devant de la scène le 3 février dernier à Bruxelles durant le 1er Food Innovation Summit (fr. Sommet d'innovation alimentaire), organisé par le Premier Cercle, avec le soutien d'ELO. Grâce à la participation des Commissaires européens en charge de l'agriculture et en charge de la santé et de la sécurité alimentaire, ainsi que des représentants de la chaîne alimentaire menant « de la ferme à la fourchette », la conférence a non seulement démontré le besoin d'innovation, souligné les défis clés mais a présenté les futures innovations qui vont avoir un impact sur les exploitations agricoles européennes dans les années à venir.

Tout au long de la conférence les orateurs et les participants ont indiqué très clairement qu'un important montant de leur chiffre d'affaires est réinvesti dans la recherche et l'innovation tout au long de la chaîne alimentaire. Comme l'innovation est cruciale pour maintenir la concurrence de la chaîne alimentaire, de l'agriculteur au détaillant, sa stimulation au niveau européen est un composant essentiel de la formation et de la croissance économique. Cependant le Vice-président de DSM pour l'innovation, Hans-Christian AMBJERG, a fait remarquer que plusieurs commerces ressentent actuellement que la sur-réglementation de l'UE « cause un ralentissement » du rythme de l'innovation, empêchant les entreprises de se développer sur notre continent.

Investir dans l'innovation était un des sujets clés du sommet. Le Commissaire en charge de l'agriculture, Phil HOGAN, l'ayant identifié comme une « priorité essentielle » de son agenda, les orateurs de la conférence ont appelé les fermiers et les décideurs politiques à non seulement identifier mais également à utiliser toutes les compétences, y compris celles de l'agriculture urbaine, pour faire un pas en avant, ce qui aiderait à la création d'emplois et à la croissance dans ce secteur. Du côté de la Commission, le soutien proviendra en premier lieu de la plateforme d'innovation européenne pour l'agriculture (ang. European Innovation Plat-

form for Agriculture), ainsi que d'Horizon 2020 et du 7^e programme-cadre finançant la recherche, qui ont doublé de volume. Avec une conférence pleine en technologies « perturbatrices » il était essentiel de se souvenir que « les nouvelles technologies c'est beaucoup plus que de la modification génétique », comme l'a rappelé à l'audience Valérie MAZZA, directeur scientifique de Limagrain. Pendant la première session, l'eurodéputé Jan HUITEMA a identifié trois domaines essentiels pour l'innovation: la sélection des plantes et des animaux, qui pourraient aider à réduire l'utilisation des intrants et accroître les rendements. Selon lui, l'investissement dans les nouveaux systèmes de production, de contrôle climatique et des systèmes d'élevage aideraient la transformation et le développement des produits, cependant il a souligné qu'une telle innovation devrait placer la valeur nutritionnelle comme priorité.

Parmi les outils d'avenir pour l'agriculture, de nombreux orateurs ont identifié une adaptation supplémentaire des TI comme constituant une part essentielle de la stratégie européenne en matière d'innovation. L'adaptation d'une transmission de haut débit plus rapide à la campagne, identifiée par le Commissaire HOGAN comme une autre priorité essentielle, permettrait également l'intégration des systèmes d'exploitation « intelligents » et des données volumineuses aux outils de l'agriculture

de précision et d'innovation- ces données constitueraient de la valeur ajoutée aux produits agricoles et aideraient les petits exploitants. Reste la question, cependant, de la protection de ces flux de données quant à leur accès, ainsi que les droits de propriété les concernant.

Le Commissaire en charge de la santé et de la sécurité alimentaire Vytenis ANDRIUKAITIS a déclaré que sa Direction générale va travailler avec la stratégie numérique de l'UE afin de développer des applications pour les téléphones mobile et d'autres instruments pour lutter contre le problème d'obésité, qui « représente 10% des coûts globaux de santé » ainsi que pour aider à combattre le gaspillage alimentaire – « l'innovation » a-t-il dit « doit non seulement encourager une alimentation sûre mais également une alimentation saine ». Il a souligné en plus un intérêt à développer de nouvelles céréales, disant que « la deuxième génération des OGMs semblent prometteuse ». Un nouveau modèle en ligne pour les fermiers sera également nécessaire pour faire face au marché en ligne grandissant, qui pourrait atteindre 50% des tous les achats alimentaires en 2020, selon Philippe NOBILE du Javelin Group.

Bien que le paquet législatif sur l'Economie circulaire vient tout juste d'être retiré par la nouvelle Commission, le sujet de la réduction des déchets alimentaires et de

l'accroissement du recyclage est resté un des thèmes principaux de la journée, les deux Commissaires réitérant les appels à la réduction des déchets et à la croissance de l'efficacité. Afin d'atteindre cet objectif le Commissaire ANDRIUKAITIS a déclaré qu'une révision des catégories « à consommer de préférence avant » et « à consommer jusqu'au » sur les emballages alimentaires pourrait être à l'ordre du jour. La réduction des déchets, selon Hans-Christian AMBJERG, permet aux *start-ups* et aux petits commerces de travailler avec des grands groupes agro-alimentaires afin d'introduire plus rapidement leurs idées novatrices pour réduire les déchets sur le marché. La coopération renforcée a été souligné par le Commissaire HOGAN, qui a déclaré que le soutien européen pour la recherche et l'innovation permettrait « au secteur privé et public de travailler ensemble afin de permettre à l'innovation d'être effective ».

La sécurité, cependant, sera toujours essentielle pour l'innovation tout le long de la chaîne alimentaire, le Commissaire AN-

DRIUKAITIS a averti les auditeurs que l'eurobaromètre 2012 a démontré la réticence constante des consommateurs à accepter l'innovation; ils considèrent l'utilisation des nouvelles technologies dans les aliments comme une de leurs plus grandes inquiétudes. Pour aider à dissiper les préoccupations des consommateurs de l'UE, le nouveau Commissaire a indiqué qu'il mènera à terme la proposition législative concernant le bien-être des animaux. Tout en respectant les inquiétudes des consommateurs, l'eurodéputé Jan HUITEMA a également mis en garde sur « les précautions à prendre avec le principe de précaution de manière à créer de l'espace politique pour l'esprit d'entreprise », car une dépendance trop importante de ce principe pourrait nuire à la capacité innovatrice de l'Europe. Afin d'assurer un approvisionnement alimentaire sécurisé de l'UE le Commissaire a annoncé qu'il se pencherait sur la possibilité d'établir une proposition sur les produits alimentaires nouveaux.

Les panélistes du secteur des détaillants ont largement admis que leur marché est hautement compétitif et possède ses propres

contraintes pour réduire les coûts tout le long de la chaîne d'approvisionnement, ils étaient également d'accord sur l'idée que répercuter ces contraintes sur les fermiers serait déraisonnable. Martha CUNHA, chef de gestion d'innovation à Sonae (le plus grand détaillant portugais) a déclaré que les économies doivent d'abord être trouvées à l'intérieur de leur processus en rendant les magasins à la fois meilleurs et plus efficaces. Heureusement, « les consommateurs sont prêts à payer de 10 à 50% supplémentaires pour des aliments frais » si leurs avantages leur sont correctement expliqués. Alexis NYS de Avure Technologies a renchéri sur ce sujet affirmant en outre que les consommateurs de l'UE lisent actuellement le contenu des étiquettes nutritionnelles ce qu'ils ne faisaient pas auparavant, ce qui provient d'un intérêt renouvelé pour les sources de leurs aliments.

Pendant la dernière session du jour, ajustée à la discussion sur les différents éléments de la chaîne alimentaire, des innovations et des technologies agricoles pratiques tels qu'une meilleure irrigation et des systèmes d'apport d'engrais ont été présentées par les orateurs de l'industrie et de la société. Parmi les nouvelles idées figurait le concept de « fertigation » ; présenté par Hans GOOSSENS de YARA, qui a affirmé que mélanger les éléments nutritifs avec l'eau d'irrigation peut simultanément entraîner une plus grande efficacité et une réduction d'utilisation de celle-ci. Bien que n'étant encore à ce stade qu'à sa phase initiale, David DENT de Azotic technologies a démontré aux auditeurs les possibilités scientifiques des technologies moléculaires qui pourraient permettre l'amélioration des cultures, à travers une application de semence enrobée contenant une bactérie fixatrice d'azote- selon lui une technologie qui pourrait être utilisée tout autant par une agriculture organique que conventionnelle, car elle n'implique pas de technologies GM.

La conférence a montré que l'esprit d'innovation est bien vivant et fleurit en Europe, mais qu'il reste encore du travail à faire afin que l'Europe gaspille moins d'aliments et qu'elle produise des aliments frais et sains pour des citoyens du monde du 21^{ème} siècle. Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site www.foodsummit.eu

Robert de GRAEFF, ELO

Pour plus d'informations
veuillez-vous rendre sur le site
www.foodsummit.eu



P. HOGAN

© Maritime W. Cross

Le renouvellement de l'Intergroupe « Biodiversité, campagne, chasse »

Le 12 février dernier, l'Intergroupe « Biodiversité, campagne, chasse » a été officiellement renouvelé à Strasbourg. Son nouveau Président Karl-Heinz FLORENZ, et les membres du bureau ont été élus : Bendt BENDTSEN, Renata BRIANO et James NICHOLSON, en tant que Vice-présidents et Annie SCHREIJER-PIERIK, en tant que Secrétaire générale. ELO conserve le secrétariat conjointement avec la FACE (Fédération des associations de chasse et de conservation de la faune sauvage de l'Union européenne).

Les participants se sont mis d'accord sur le fait que le rétablissement de l'Intergroupe est d'une importance capitale, en tenant compte des nouveaux défis qu'il faudra affronter, tels les problèmes de l'utilisation des sols et l'efficacité des ressources, l'application des mesures de verdissements, l'expansion des grands carnivores et le bilan de qualité de la législation concernant la nature. L'Intergroupe constituera une plateforme essentielle qui permettra aux décideurs politiques et aux organisations de se réunir, de discuter et de débattre sur les sujets importants en relation avec la gestion de la biodiversité, la chasse durable et les activités rurales.

Dans les années à venir ELO va s'assurer d'abord l'enjeu vital qui est de réconcilier l'économie avec la préservation de l'environnement. Nous estimons également que nous devrions avoir une position commune en matière de changement climatique et c'est pour cette raison que nous avons proposé à l'Intergroupe de traiter cette question avant la COP21 à Paris.

Le Plan de travail de l'Intergroupe a été adopté en tant que partie intégrante de la réunion. Il prévoit la prochaine réunion sur « l'accroissement du capital naturel » le 14 avril à Bruxelles. Au cours de cette réunion nous envisageons de souligner l'importance des processus naturels, des services d'écosystèmes (l'air propre, la préservation des sols etc.) afin de soutenir le développement et la croissance. Nous allons plus particulièrement poser la question sur la manière dont la législation de l'UE tend à valoriser le capital naturel à travers l'application des mesures de verdissements et des stratégies sur la biodiversité et la sylviculture.

Julianna NAGY, ELO

Pour plus d'informations
veuillez contacter Delphine DUPEUX
delphine.dupeux@elo.org



T.de L'ESCAILLE; K.KOSTOPOULOS; MEP K. HEINZ-FLORENZ; G. de TURCKHEIM

15^{ème} réunion du Forum de coordination du CIC pour l'Europe centrale et l'Europe de l'est à Arad



La 15^{ème} réunion du Forum de coordination du Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (CIC) pour les pays de l'Europe centrale et orientale s'est tenue le 8 et 9 janvier derniers à Arad en Roumanie. Cette réunion annuelle a été organisée en étroite collaboration avec l'Association roumaine de la chasse (AGVPS) et le siège principal du CIC.

Deux sujets principaux ont été choisis pour le séminaire : l'application des quatre priorités stratégiques du CIC dans la région, ainsi que le statut et la proposition de la gestion du chacal doré en réponse à sa propagation à travers l'Europe occidentale.

La présence du Secrétaire général de la FACE, Filippo SEGATO, a été accueillie chaleureusement par les participants, la plupart des délégués du Forum de coordination du CIC étant également membres de la FACE. Les efforts coordonnés au sein de la communauté des chasseurs sont très importants dans le but de mettre en pratique des actions concrètes au niveau international. La Commission européenne était représentée par le Dr András DEMETER, Conseiller pour la DG Environnement.

Cet événement s'est tenu dans la continuité de la tradition datant de 2010, consistant à organiser des réunions techniques au sujet des grands carnivores. Cette année les grands carnivores seront à l'agenda une fois de plus, pendant la 62^{ème} Assemblée générale du CIC qui se tiendra à Pravets, un petit village bulgare, du 23 au 25 avril prochain. La devise de l'assemblée sera « Healthy People, Healthy Wildlife » ceci afin de nous permettre d'intensifier notre collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale (ang. OIE, www.oie.int) et le développement d'un programme conjoint OIE/CIC.

Equipe CIC

Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site : www.cic-wildlife.org

AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.




DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

The use of original lubricants and coolants is recommended.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SAME DEUTZ-FAHR
deutz-fahr.com



L'attribution des prix pour la communication de la PAC

La cérémonie de remise des prix pour la communication de la PAC s'est tenue le 29 janvier dernier à Bruxelles, c'était la 3ème édition. Cet événement permet de départager les meilleures pratiques et les meilleurs exemples de communications liés à la PAC, en trois catégories : parties prenantes; communication au public et communication novatrice. On a également attribué le prix spécial du public. Le discours de clôture a été prononcé par Phil HOGAN, Commissaire en charge de l'agriculture et du développement rural.

Sur un total de 146 projets, ELO a été retenu pour la troisième fois pour son projet «**Forum for the Future of Agriculture (FFA)**». De plus la *Forest Owners Association of Lithuania (FOAL)* (fr. association de propriétés sylvicoles de Lituanie) – membre d'ELO- a également été retenue pour la deuxième fois pour l'organisation du concours annuel de gestion exemplaire de la forêt privée - **Exemplary Managed Private Forest**.

L'idée du concours annuel *Exemplary Managed Private Forest Area of the Year*; ainsi que son prix date de 2004 et l'initiative en revient à la FOA et au Ministère de l'environnement. L'ambition du projet est d'encourager les initiatives parmi les propriétaires forestiers privés visant à une utilisation efficace de la forêt et assurant un développement durable de l'environnement dans sa totalité. Le premier concours s'est déroulé en 2008 avec l'aide et le soutien du Ministère de l'environnement. Depuis lors le concours est devenu un événement annuel avec ses traditions, ses meilleures pratiques et l'engagement de propriétaires forestiers de plus en plus nombreux. Depuis 2010 le Ministère de l'agriculture et l'Organisme payeur national sont des sponsors actifs de cet événement. Pour les propriétaires forestiers ce concours est non seulement important en raison du prix et



de la distinction qui en découlent, mais c'est l'opportunité de mettre en avant la forêt, de l'évaluer et de trouver ses points « faibles » qui peuvent être améliorés, de partager et de propager l'expérience et les bonnes pratiques ainsi que d'encourager d'autres propriétaires à gérer leur forêt d'une façon efficace et durable. C'est également un excellent moyen de communication entre les personnes qui partagent les mêmes valeurs. La liste des vainqueurs, les photos et les vidéos sont accessible sur le site :

http://ec.europa.eu/agriculture/cap-communication-network/awards/winners/2014/index_en.htm

N'hésitez pas vous même à y participer cette année avec vos projets.

Emmanuelle MIKOSZ, ELO
Neringa ŠIDLAUSKAITĖ, FOAL

Prix InBev- Baillet Latour pour l'Environnement – Wallonie 2014

Le Prix InBev-Baillet Latour pour l'Environnement 2014 a été remis le 2 octobre 2014 par Denis MATHEN, Gouverneur de la Province de Namur, et le baron Jan HUYGHEBAERT à Monsieur et Madame Charles de QUIRINI pour leur réhabilitation écologique de la ferme de Baya à Goesnes (Ohey).

Le jury de la Fondation Belge pour la Conservation des Habitats a particulièrement apprécié cette contribution pour la qualité des aménagements, la pertinence écologique de ceux-ci, la diversité des actions entraînant une biodiversité exemplaire et la pérennité du projet. Le Prix InBev-Baillet Latour pour l'Environnement 2014 est organisé par la Fondation Wallonne pour la Conservation des Habitats, avec comme président le Baron Edgar KESTELOOT. Un jury d'experts environnementaux indépendants et de propriétaires fonciers évalue chaque année plusieurs candidats en fonction de critères déterminés.

Le Prix InBev-Baillet Latour pour l'Environnement a été créé il y a 18 ans. Ce prix, d'une valeur de 20.000 €, est la reconnaissance la plus importante dans notre pays en matière de gestion durable de l'environnement. Il récompense chaque année un propriétaire ou un gestionnaire privé qui s'occupe de l'aménagement ou de la gestion écologique d'un domaine situé en Belgique. Ce prix national annuel est délivré en alternance par les branches wallonne et flamande de la Fondation Belge pour la Conservation des Habitats (la *Stichting Behoud Natuur en Leefmilieu Vlaanderen* et la *Fondation Wallonne pour la Conservation des Habitats*).

Source: www.inbevbaillatour.com
(red.)

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'Équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland // Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre // tel. +32 10/232 906 // fax +32 10/232 909 // e-mail: agriland@skynet.be



Arbre de l'année tchèque

© L.Grossmannov

L'Arbre européen de l'année : un concours en croissance

L'édition 2015 de l'Arbre de l'année se déroule actuellement entre les vainqueurs des quatorze pays qui y participent. Cette année, les arbres représentant l'Angleterre, la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, l'Ecosse, l'Estonie, l'Espagne, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie, et le Pays de Galles participent au concours. Quatre d'entre eux sont des pays qui se sont joints cette année au concours- il s'agit de la Belgique, l'Angleterre, l'Estonie et l'Espagne. Les quatre arbres qui s'y trouvent ont déjà attiré l'attention des médias locaux, entraînés par l'enthousiasme de leurs supporters locaux.

La procédure appliquée chaque année prévoit que les pays participant au concours élisent leur Arbre national de l'année. L'arbre gagnant passe au niveau européen afin de participer à la compétition pour le titre européen. Au cours du mois de février les Européens ont voté par internet pour leurs arbres favoris. La concurrence était rude, en particulier pour les arbres ayant obtenu les scores les plus élevés. La dernière semaine du vote le résultat est gardé secret, c'est pourquoi les supporters de chaque arbre suivront de près l'annonce des résultats et du gagnant le 5 mars prochain.

L'arbre gagnant recevra la reconnaissance européenne le 22 avril, le Jour de la Terre, à Bruxelles. Cet événement rassemblera les organisateurs nationaux, les politiciens, les ONGs, les organisations européennes, ceci dans le but de mobiliser l'attention pour la protection de notre capital naturel partagé et de notre héritage culturel. La cérémonie de remise du prix est organisée depuis 2012 avec le soutien d'ELO et de TetraPak. L'année passée plus de 200 personnes étaient présentes lors de cet événement, hébergé par l'eurodéputé Pavel POC, sous les auspices de Janez POTOČNIK,

alors Commissaire en charge de l'environnement.

L'objectif du concours de l'Arbre européen de l'année est de souligner l'importance des vieux arbres dans l'héritage naturel et culturel, et de rassembler les communautés pour leurs assurer protection et soin. Le gagnant n'est pas choisi pour sa beauté, sa taille ou son âge, mais pour son histoire, parce que c'est un arbre dont les racines sont ancrées au plus profond des populations locales qui vivent, travaillent et «jouent» autour de lui.

Ce concours a vu ses débuts en Tchéquie, à l'initiative de Nadace Partnerství (Fondation tchèque pour un partenariat environnemental) où il a été organisé pendant plusieurs années avant de prendre son essor européen. En 2011 cinq pays ont participé au niveau européen, quatorze pays rivalisent cette année.

Si vous voulez découvrir les histoires des arbres de l'année 2015 rendez-vous sur le site : www.treeoftheyear.org

Pour être à jour avec le développement du concours vous pouvez suivre sa page facebook www.facebook.com/treeoftheyear.

Pour plus d'informations à propos du concours vous pouvez contacter Ana CANOMANUEL, responsable des relations publiques, à l'adresse e-mail ana.canomanuel@nap.cz.

Nous sommes toujours à la recherche de nouveaux partenaires dans les pays européens!

Ana CANOMANUEL



Arbre de l'année belge

© F.Santemans

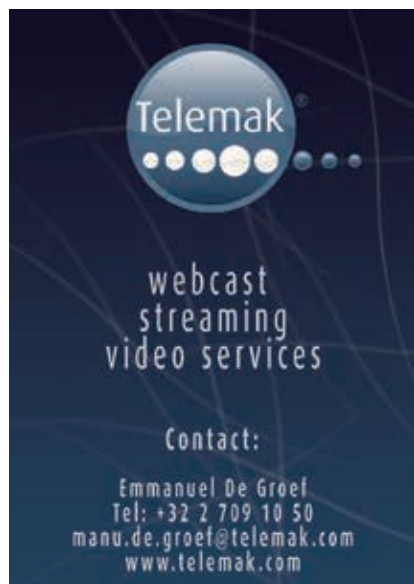
Nouveaux instruments financiers pour des projets pour l'environnement, l'efficacité énergétique et l'action pour le climat

La Commission européenne et la Banque européenne d'investissement lancent deux nouveaux instruments financiers afin de favoriser les investissements dans l'efficacité énergétique, les efforts pour préserver le capital naturel, et l'adaptation au changement climatique. Les instruments vont libérer des investissements publics et privés en associant les fonds de la BEI avec les financements du programme LIFE pour l'environnement et l'action pour le climat.

Le premier instrument – (ang.) **Private Finance for Energy Efficiency (PF4EE)** – vise à accroître le financement privé pour les projets conçus pour aider les Etats membres d'atteindre les objectifs de l'UE sur l'efficacité **énergétique**. La Commission a engagé €80 million entre 2014 et 2017, prévoyant un effet de levier. Le PF4EE va associer le prêt de la BEI aux banques intermédiaires dans les Etats membres avec une protection contre les pertes associés aux prêts pour les projets pour l'efficacité énergétique. Une assistance technique pour les intermédiaires financiers est possible.

L'instrument vise les PME, les individus privés, les (petites) municipalités et autres organismes du secteur public s'engageant dans des investissements de petits projets pour l'efficacité énergétique. Il sera appliqué à travers les banques dans les Etats membres. La taille des prêts peut aller de €40 000 jusqu'au €5 million dans des cas exceptionnels.

Le deuxième instrument – (ang.) **Natural**



Capital Financing Facility (NCF) – va fournir des prêts et des investissements dans les fonds afin de soutenir des projets qui doivent aider à préserver le capital naturel, y compris l'adaptation au changement climatique. Les projets éligibles devront inclure des paiements pour les services écosystémiques, l'infrastructure verte, les compensations de la biodiversité et les investissements pour des affaires novatrices pour la biodiversité et l'adaptation.

Un budget de €100-125 million est accessible d'ici 2017. Les bénéficiaires du NCF peuvent comprendre des entités publiques et privées, y compris les autorités publiques, les propriétaires terriens et les entreprises. La taille du projet sera typique-

ment entre €5 et €15 million.

Vous pouvez contacter la BEI à tout moment afin d'exprimer votre intérêt et discuter de vos idées.

Source: Commission européenne DG action pour le climat
<http://ec.europa.eu/clima/>

(red.)

Pour plus d'informations
veuillez-vous rendre sur le site :
http://ec.europa.eu/clima/news/articles/news_2015021601_en.htm

L'assemblée du Réseau européen de développement rural (ang. ERN)

La 1^{ère} assemblée d'ERN s'est tenue le 26 janvier dernier à Bruxelles. L'événement a enregistré une large participation, rassemblant plus de 200 personnes. Le Commissaire Phil HOGAN y a prononcé un discours, et Kersti KALJULAID, membre de la Cour des comptes européenne y a présenté une analyse très intéressante sur les irrégularités et les performances dans les dépenses des Fonds européen agricole pour le développement rural.

A la base de la discussion était le cadre stratégique des réseaux ruraux de l'UE et ses organes de gouvernance - un réseau pour un développement rural durable et l'innovation dans la productivité et durabilité agricole.

L'assemblée a confirmé le lancement du Comité directeur, et comme de nombreux autres représentants du Groupe civil, ELO a soutenu l'idée d'appliquer à ses membres un système de rotation (par groupe).

De plus, l'assemblée a confirmé la création du **Sous-groupe pour l'innovation**, constitué d'un maximum de 60 membres. Un minimum de trois réunions en personne par an est attendu, ainsi que des échanges de vues réguliers tout au long de l'année. La première réunion est provisoirement fixée le 10 mars prochain.

(red.)

Pour plus d'informations rendez-vous sur le site : <http://enrd.ec.europa.eu/>

La sécurité alimentaire – fin d’une ère dorée

L’ère dorée de l’agriculture est terminée. La croissance basée sur l’expansion de la zone arable comme c’était le cas jusqu’aux années 1950, suivie par l’amélioration de la productivité des terres grâce aux nouvelles technologies et aux politiques agricoles fondées sur la productivité vont nous faire défaut. Elle a donné lieu à une hausse de rendement dramatique qui a conduit à ce que les critiques ont appelé «d’énormes réserves de céréales non souhaitées», la « montagne de beurre » et les excédents laitiers. Toutefois la production alimentaire mondiale perd de son élan avec l’affaiblissement d’intérêt pour les technologies agricoles, les sols qui s’érodent, la terre arable disponible qui diminue et l’eau qui devient rare. Ceci est une épreuve qui doit conduire à trouver des solutions pour nourrir une population croissante.



Rendez-vous compte qu’en 2020 un hectare devra nourrir plus de cinq personnes alors qu’en 1960 il devait en nourrir deux. Ceci veut dire que nous devons être extraordinairement efficaces avec nos ressources.

La pression de l’agriculture sur les ressources naturelles est intense. La disponibilité de la terre pour l’agriculture est restreinte, sur une superficie totale de 13 milliards d’hectares seul 1,6 milliard est consacré à la production agricole. Depuis les années 1960 un tiers des terres arables a été perdue en raison de l’érosion et de la dégradation. Si on parle de l’eau, seulement 3% de l’eau présente sur la planète est constituée d’eau douce dont seulement un tiers est économiquement accessible. La pénurie d’eau dans le monde a un impact critique sur la sécurité alimentaire sachant que l’agriculture prélève pratiquement 70% des ressources nettes d’eau douce. Avec l’accroissement d’une population plus riche et plus active la demande en eau continuera à «exploser» comme cela a été le cas au cours des 50 dernières années, où elle a triplé. Si l’on y ajoute un climat qui change tout ceci constitue un fort potentiel d’atteinte à nos sols et notre eau, ressources rares. Les dommages réels qui résulteraient de ces modifications ne sont toutefois pas clairs.

Les temps ont changé et si nous planifions de nourrir 8 milliard de personnes d’ici 2050 alors il est temps de commencer à repen-

ser nos systèmes agricoles et de réorienter notre perception de l’agriculture et de l’environnement, qui étaient perçues de manière séparée jusqu’à présent.

Ce qui s’est passé en Russie et dans le Sahel en été 2010 est un avertissement que nous ne pouvons plus ignorer pour notre environnement. Les phénomènes climatiques extrêmes sont plus fréquents et influencent l’approvisionnement alimentaire mondial en se répercutant sur les prix mondiaux des aliments, les moyens de subsistances des populations, perturbent les économies nationales, et dans certains cas ont des impacts considérables sur la stabilité de nos sociétés. Il ne s’agit pas seulement de la production alimentaire ou de la biodiversité, mais il s’agit de concilier les deux en tenant compte du changement climatique dans une perspective globale.

Avec les aides ajustées et les bonnes pratiques il sera possible de dépasser cette menace de rendements stagnants. Nous devons réfléchir aux solutions adaptées au climat. Accroître l’efficacité d’utilisation de l’eau grâce à des techniques telles que la micro-irrigation ou l’arrosage à pivot. Réduire le lessivage et l’érosion avec les pratiques du minimum/ semis sans labour. Clôturer le cycle de l’azote et du phosphore avec une application appropriée des déchets animaux et humains. Investir dans le potentiel de production des millions de petits agricul-

teurs. Il est nécessaire d’effectuer des investissements publics et privés beaucoup plus substantiels en technologie et de développer les connaissances au niveau international, en particulier dans les pays à faible revenu, afin de rendre les systèmes agricoles plus durables. S’éloigner d’une agriculture «industrielle» et aller vers une agriculture «intelligente» face au climat est notre solution.

Il y a de bons exemples d’une agriculture intelligente face au climat par exemple au Niger où des technologies d’agro foresterie appliquées sur cinq million d’hectares ont bénéficié à plus de 1,25 million de ménages, séquestrant du carbone, et produisant un supplément d’un demi-million de tonnes de grain par an.

Bien que la situation puisse paraître vouée à l’échec l’espoir existe si nous commençons à trouver des solutions permettant d’accroître la productivité de la ferme tout en renforçant la résistance des agriculteurs au changement climatique. Ceci peut être accompli via une approche triangulaire basée sur une rapide expansion des connaissances biologiques et agronomes spécifiques aux agro-systèmes et aux régions. Tout d’abord en préservant nos avantages naturels actuels, en le faisant suivre de l’accroissement de la productivité des fermes à travers des technologies et des connaissances « intelligentes » face au climat, et finalement en investissant mondialement dans le potentiel des petits agriculteurs. Cette nouvelle approche doit être dirigée vers l’accroissement des rendements des terres agricoles exploitées afin de préserver la terre pour la nature. C’est seulement lorsque nous en serons là que nous serons aptes à combler nos déficits environnementaux qui conduisent notre sécurité alimentaire au bord du gouffre.

Robert de l’ESCAILLE, YFCS

Robert travaille actuellement pour l’unité agricole à la Banque Mondiale.

Vous pouvez le suivre via le Twitter at @rdelescaille ou sur OpedSpace. (red.)

La participation au prix FAMIGRO est ouverte.



Les sont très heureux de déclarer ouverte la participation au prix FAMIGRO ! Les YFCS visent tout particulièrement à stimuler l'esprit d'entreprise et à fournir un soutien concret aux idées et aux projets des jeunes entrepreneurs. Comme les YFCS sont constitués de membres qui gèrent des entreprises familiales, nous visons à faciliter l'échange des connaissances sur les entreprises familiales, mais également à encourager les jeunes générations qui démarrent leur propre entreprise.



Conjointement avec M Karl GROTEFELT et le groupe Edmond de ROTHSCHILD les YFCS ont lancé le prix FAMIGRO au début de l'année 2014. Le vainqueur recevra un prix de €5, 000, un «conseil» ciblé de la part du groupe Edmond de ROTHSCHILD, ainsi qu'un diplôme.

Le candidat doit être un jeune européen, âgé de 18 à 35 ans, son entreprise doit être enregistrée et avoir son siège principal au sein de l'UE.

Les autres critères sont les suivants :

- être membre d'YFCS ou d'une autre organisation membre d'ELO ou être recommandé par l'un de ses membres,
- le projet doit présenter des solutions innovantes,
- le projet doit présenter un «business plan» viable,
- l'entreprise doit viser à développer des solutions novatrices pour la création, la

transformation et le développement de l'économie locale, ainsi qu'à encourager de nouveaux concepts dans les zones rurales,

- l'entreprise doit fournir un exemple de bonne pratique pour les autres communautés (rurales) adapté aux différents contextes ruraux,
- le candidat doit être apte à démontrer la portée du projet sur le long terme.

De plus, le jury encourage les candidats à garder les questions suivantes à l'esprit lors de la préparation de la candidature :

- l'entreprise est-elle réellement un facteur de croissance pour sa communauté ?
- l'entreprise est-elle une inspiration pour d'autres entrepreneurs (ruraux) ?
- gagner ce prix sera-t-il un coup de pouce bien mérité et aidera-t-il à contri-

buer au développement de la communauté (rurale) ?

- l'entreprise préserve-t-elle un bien qui dans le cas contraire pourrait disparaître, ou fait-elle la promotion d'un concept fondamental pour la vie rurale ?
- le business plan prend-il en considération la réutilisation efficace des déchets provenant des activités rurales ?

Les propositions qui impliquent un changement majeur de l'utilisation des terres, du recouvrement du sol ou qui pourraient conduire à une altération négative permanente du paysage local ne seront pas acceptées. La priorité sera donnée aux propositions qui contribuent d'une manière certaine à l'amélioration de l'environnement (sol et protection de l'eau, biodiversité). Cependant, ces critères ne sont pas exhaustifs, chaque candidat est encouragé à présenter son concept commercial et a une chance de gagner !

L'YFCS encourage l'esprit d'entreprise et par conséquent même si les entreprises rurales sont privilégiées, tout le monde est bienvenu et a sa chance. Nous encourageons également des start-up rurales à participer. N'hésitez pas à contacter notre Secrétaire général Francesco KINSKY DAL BORGIO à l'adresse sg@yfcs.eu .

Et surtout ne manquez pas le **Forum for Countryside Entrepreneurship** qui se tiendra du 20 au 22 mars prochain à Bruxelles, au cours duquel nous fournirons de plus amples informations sur le prix FAMIGRO.

Nous attendons votre courrier!

Marie Christine SCHOENBORN, YFCS



VOIR
TOUJOURS
PLUS LOIN POUR
DÉLIVRER UNE
PERFORMANCE
DURABLE

*Banque Privée, Asset Management,
Corporate Finance, Private Equity,
Institutional & Fund Services*



**EDMOND
DE ROTHSCHILD**

CONCORDIA - INTEGRITAS - INDUSTRIA

L'aigle de notre emblème
symbolise la vision à long terme
mise au service de nos clients.

edmond-de-rothschild.com

Nouvelle rencontre de l'Alliance 3.3



L'Alliance 3.3¹ du Patrimoine culturel européen, une plateforme informelle composée de 32 réseaux européens ou internationaux et organisations actives dans le champ du patrimoine culturel, a été créée en juin 2011 à l'occasion du Congrès Européen sur le patrimoine culturel organisé par Europa Nostra à Amsterdam.

Le nom de l'Alliance renvoie à l'article 3.3 du Traité consolidé de Lisbonne qui stipule que « [L'Union Européenne] respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen ».

L'Alliance 3.3 est le plus important réseau en matière de patrimoine, représentant une très large circonscription composée de dizaines de millions de citoyens européens. Ses membres fondateurs regroupent des organisations de la société civile européenne, des villes et villages historiques, des musées, des professionnels et volontaires du patrimoine culturel, des propriétaires d'objets culturels, de demeures historiques et paysages culturels, des éducateurs, etc...

Ce réseau se réunit deux fois par an pour travailler en étroite collaboration afin de promouvoir le potentiel inexploité du patrimoine culturel et naturel, immobilier et mobilier européen.

A l'occasion de la dernière réunion de l'Alliance qui a eu lieu le 4 février, l'Association européenne des demeures historiques et ses partenaires ont rappelé leur intention d'être particulièrement attentifs aux développements des politiques culturelles au niveau européen, en s'appuyant notamment sur les Conclusions du Conseil de l'Union Européenne adoptées en mai 2014 sous la présidence italienne et la Commu-



nication de la Commission Européenne « Vers une approche intégrée du patrimoine culturel européen » datant de juillet 2014.

Ces décisions sont primordiales en ce qu'elles actent le rôle que joue le patrimoine culturel dans la création et la valorisation du capital social et économique européen. Cette reconnaissance devrait permettre l'attribution de plus grandes ressources pour la protection du patrimoine culturel. Ces développements soulignent ainsi l'importance du rôle de l'Alliance 3.3 quant à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Europe 2020, à savoir une croissance intelligente, durable et inclusive.

En outre, nous avons pu rencontrer des acteurs de ces institutions, notamment

de la Direction Générale « Education et Culture » et discuter des possibilités d'action. Ainsi, le patrimoine culturel peut être défendu à travers principalement une utilisation intelligente des Fonds structurels ainsi que le recours aux financements prévus par le Plan d'Investissement pour l'Europe, par exemple pour la construction et la rénovation de bâtiments historiques.

L'Alliance 3.3 a mis en place lors de ses dernières réunions une stratégie de collaboration avec le Parlement européen et la Commission. L'Association des demeures historiques européennes souhaite s'impliquer dans ce sens et aller plus loin en travaillant avec ces institutions via des programmes tels que « Creative Europe », qui va permettre de financer une partie des activités de l'Alliance 3.3 grâce à la demande d'Europa Nostra. Nous sommes particulièrement intéressés à répondre aux objectifs de la Commission tels que ceux relatifs à l'innovation, afin de promouvoir de nouvelles approches pour le patrimoine culturel comme le tourisme digital par exemple.

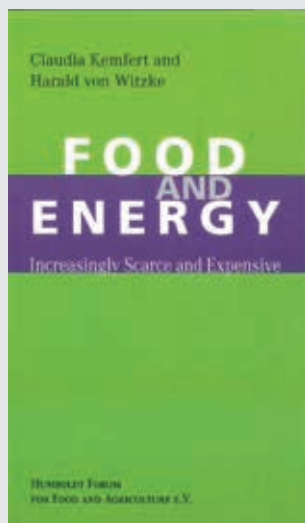
L'année 2015 s'inscrit dans la continuation d'un travail de collaboration entre nos organisations, qui fait de l'Alliance 3.3 un réseau actif, utile et performant.

Juliette POLIZZI, EHHA



Middachten

Alimentation et énergie – de plus en plus rare et couteuse



Claudia KEMFERT, Harald von WITZKE
Humboldt Forum for Food and Agriculture e.V.
Olbaum Verlag
ISBN 978-3-927217-50-8

L'énergie et l'alimentation sont toutes deux des besoins sociétaux indispensables. Par conséquent, leur développement et le rapport entre elles sont des sujets de plusieurs débats. Ce livre fournit une vue d'ensemble de ces liens complexes, et montre l'importance et les rôles des différents aspects tels la production de l'énergie renouvelable à base de produits agricoles.

Cette nouvelle publication souligne également quand et où les sources d'énergies non fossiles sont attendues de jouer un rôle majeur- et ce que peut signifier la croissance des prix d'énergie pour l'agriculture.

Le HFFA (www.hffa.info) est un think-tank, présidé par le Professeur Harald von WITZKE, où travaillent ensemble des experts internationaux éminents et des leaders d'opinion au sein des gouvernements, de la société civile, du monde universitaire et du business. BASF est un de ses membres fondateurs.



Syngenta

Brussels Office

Avenue Louise, 489 - B – 1050 Brussels

Tel : +32.2.642 2727 - Fax : +32.2.642 2720

AGENDA 2015

2015 – Année internationales des sols, déclarée par la FAO

<http://www.fao.org/soils-2015>

3 mars, Journée mondiale des espèces sauvages

Célébration de la journée d'adoption de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
<http://www.wildlifeday.org/about>

16 – 18 mars, Montpellier

3ème Conférence Scientifique Mondiale sur l'Agriculture Climato-Intelligente
<http://csa2015.cirad.fr/>

20 – 22 mars, Aynhoe Park, près d'Oxford, le Royaume-Uni

Conférence Next/Gen 2015; organisée par l'association European Historic Houses
<http://www.europeanhistorichouses.eu/>

21 – 23 mars, Bruxelles

Forum de soutien pour l'Esprit d'Entreprise à la Campagne (FCE), organisé par l'YFCS
www.yfcs.eu

22 mars, Journée mondiale de l'eau

Le sujet de cette année est "L'eau et le développement durable"
<http://www.unwater.org/worldwaterday/about/en/>

23 – 24 mars, Bruxelles

4ème Conférence européenne sur l'eau, organisée par la CE DG Environnement
http://ec.europa.eu/environment/water/2015conference/index_en.htm

31 mars, Bruxelles, au The Square

8ème Forum for the Future of Agriculture (FFA)
www.forumforagriculture.com

14 avril, Bruxelles

Réunion de l'Intergroupe "Biodiversité, Chasse, Campagne" sur le sujet "Accroissement du capital naturel"
www.elo.org

22 avril, Bruxelles

Remise de prix pour l'Arbre européen de l'année
www.treeoftheyear.org

23 – 25 avril, Pravets, Bulgarie

62ème Assemblée générale du CIC
<http://www.cic-wildlife.org>

21-24 mai, Newmarket

18ème Assemblée générale des FCS
<http://www.friendsofthecountryside.org/>

8th Forum for the Future of Agriculture Meeting the Food & Environmental Challenge



Tuesday, March 31, 2015 – Square Brussels Meeting Centre

REGISTER NOW at
www.forumforagriculture.com

 [forumforagriculture](https://www.facebook.com/forumforagriculture)  [@ForumForAg](https://twitter.com/ForumForAg)

**FORUM
PARTNERS**



**MEDIA
PARTNER**



CountrySide

is a publication of ELO
in English and French

Publisher :
Thierry de l'ESCAILLE
Chief editor :
Emmanuelle MIKOSZ

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09

countryside@elo.org
Internet Site :
www.elo.org
5 Euros